



OV

L'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ
NOTRE CONTRIBUTION

Congrès 2015 du Parti socialiste



SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - / L'égalité réelle au cœur de notre action

- A / A commencer par le commencement : à l'école**
- B / Redonner des moyens d'agir à la République ou une république au service de la justice sociale**
- C / Refonder la démocratie républicaine et assumer une 6ème République**

II - / L'Europe doit être réinventée ou elle mourra

- A / La poursuite des politiques d'austérité généralisées menace à court terme le projet européen, il est de notre responsabilité historique d'y mettre un terme**
- B / La transition écologique au centre du nouveau modèle de développement**
- C / Redonner du sens au « vivre ensemble »**

III - / Une urgence pour l'humanité et une chance pour la France : un nouveau modèle de développement

- A / Une urgence pour l'humanité et une chance pour la France**
- B / Les socialistes français aux responsabilités doivent adopter une nouvelle stratégie pour relancer le projet européen**
- C / Notre projet alternatif pour une Europe solidaire au service de ses citoyens**

CONCLUSION

POUR SIGNER LA CONTRIBUTION OV

[HTTP://EEPURL.COM/BDENH9](http://EEPURL.COM/BDENH9)

ATTENTION, LE MAIL DE CONFIRMATION ENVOYÉ POUR VALIDER VOTRE SIGNATURE PEUT PARFOIS SE RANGER DANS VOS INDÉSIRABLES OU SPAMS.

L'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ¹

INTRODUCTION

Quel contraste entre la difficulté d'être un militant socialiste sur le terrain et le besoin de gauche si éclatant que réclame l'état de la France !

Pourquoi ne pas le reconnaître ? **C'est parfois difficile de militer au nom du Parti socialiste aujourd'hui.** Sinon pourquoi serions-nous si peu nombreux ? **Cela doit-il nous décourager, nous faire changer de trottoir ? Assurément non.** Mais à quoi bon un congrès, si nous ne regardons pas les problèmes en face, si nous ne les affrontons pas, pour les résoudre et reprendre avec confiance le chemin de l'action militante collective ?

C'est difficile, d'abord, parce que notre action au gouvernement désarçonne. C'est difficile parce que le paysage politique donne parfois l'impression d'un grand dérèglement : une gauche qui s'aventure parfois à droite, une droite qui se sent bien à l'extrême droite et une extrême droite qui réclame plus d'Etat et de protection sociale et agrège les classes populaires. C'est comme si les choses n'étaient plus tout à fait à leur place.

C'est difficile ensuite, parce que **cette politique nous divise et l'expression publique de ces divisions écoeure davantage nos électeurs.** Mais ne confondons pas les causes et les conséquences. L'expression de désaccords entre socialistes au sein du gouvernement ou du parlement est la conséquence d'une politique au même titre que l'abstention des électeurs de gauche aux élections municipales et européennes. « La responsabilité, c'est l'unité » entend-on. Encore faut-il éviter de provoquer la division de son propre camp par des déclarations ou des décisions éloignées de nos convictions communes pour ensuite exiger l'unité au nom du péril du Front national qui menace. Le Front national ne monte pas en raison des divisions des socialistes. Il monte en raison des impasses de nos politiques.

C'est difficile aussi parce que nous ne portons pas nous-mêmes, politiquement et collectivement, les conquêtes indiscutables des trois premières années du quinquennat de François Hollande, comme si celles-ci étaient honteuses, placées au second plan de la sacro-sainte lutte contre les déficits publics. La refondation de l'école

¹ Antonio Gramsci « il faut avoir le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté »



de la République, les 34 plans industriels et le « made in France », les lois sur la transition énergétique, le logement, l'avenir de notre agriculture, l'économie sociale et solidaire ou la consommation, ont réarmé notre économie et créé des droits nouveaux dans la vie quotidienne des français... Mais voilà que ces conquêtes sont aujourd'hui remises en cause, par nous-mêmes la plupart du temps en raison de la rigueur budgétaire qui s'impose, selon les exigences de Bruxelles en matière de libéralisation de notre modèle social. Nous fragilisons ce que nous avons nous-mêmes bâti.

C'est difficile enfin parce que les valeurs de nos compatriotes semblent rallier naturellement les discours d'ordre, d'autorité et de sévérité et de moins en moins ceux de solidarité et de progrès social. La société apparaît plus égoïste, individualiste, réactionnaire et plus hostile qu'auparavant à nos idéaux d'égalité. Nous voilà acculés, sur la défensive, contraints de faire la démonstration de la « modernité » de nos solutions. Il faudrait être réaliste plutôt que socialiste, pragmatique plutôt que progressiste, obéir au monde tel qu'il est. C'est oublier Jaurès dont nous venons de célébrer le centenaire de la mort qui ne proposait pas d'obéir au réel mais de partir du réel pour aller à l'idéal. Jaurès vaut mieux qu'un hommage nostalgique. Il nous invite à l'action.

Et pourtant...

Et pourtant, jamais il n'a été aussi évident d'être de gauche. La crise financière dont les économies européennes ne se sont toujours pas relevées était une invitation à libérer l'économie mondiale de la tyrannie à court terme des marchés. Cette crise appelait à repenser notre modèle de développement tant au niveau de l'entreprise en favorisant l'investissement plutôt que les dividendes qu'au niveau macro-économique par une lutte sans merci contre le dumping fiscal, l'évasion et la fraude fiscales.

Et pourtant, jamais le résultat des politiques libérales n'a été aussi unanimement condamné.

Voilà les Etats sommés de se désendetter sans délais, au mépris des investissements indispensables en matière de protection de l'environnement ou d'éducation. Voilà l'Etat à nouveau accusé « d'empêcher de s'enrichir tranquille » et le travail se réduit à une charge pour les entreprises. Les Etats si prompts à sauver le système financier sont désormais astreints à une cure drastique d'amaigrissement pour libérer l'initiative et la croissance. Quels sont les résultats de ces politiques d'austérité, de rigueur, de sérieux budgétaire et de libéralisation ? La dette n'a pas diminué mais bondi. Le chômage a explosé. La zone euro est entrée en déflation. Et jamais les inégalités économiques et sociales n'ont été aussi fortes. La crise financière appelait l'irruption de la démocratie et de l'intérêt général dans l'économie mondiale. **Nous nous découvrons hélas, 7 ans après le début de la crise encore moins souverains que nous ne l'étions avant la chute de « Lehman Brothers ».**

Dès lors, c'est la politique toute entière qui doit être interrogée...

Le lien de confiance entre les citoyens et leurs gouvernants ne peut pas être durablement affaibli. Le sentiment que le vote est inutile et que l'essentiel se décide ailleurs que dans nos institutions démocratiques ne peut pas s'installer. **Qui décide ?** Qui décide vraiment ? **Que vaut réellement mon vote ?** Quel poids pèse-t-il quand ceux que j'éélis concèdent eux-mêmes ne détenir qu'une fraction marginale du pouvoir. Quelle utilité a mon suffrage quand droite et gauche semblent s'accorder sur une seule et même politique



économique ? L'essor des théories complotistes est un des symptômes contemporains les plus nauséabonds de l'expression, par nos compatriotes, d'une perte de contrôle de leur vie et de celle de la nation.

Confrontés à l'exercice du pouvoir, nous sommes naturellement contraints de tenir compte de la réalité. En son nom on justifie petites inflexions et renoncements purs et simples qui alimentent la chronique des différences entre les 60 engagements de François Hollande et la politique conduite depuis mai 2012. Mais qui peut sérieusement faire le procès à un dirigeant d'adapter ses réponses à la réalité, aux rapports de forces existants, aux moyens disponibles ? Personne. Sauf à se désintéresser des changements réels et à se complaire dans les postures et l'incantation. Mais le réalisme ce n'est pas non plus la résignation au monde tel qu'il est. Le réalisme ce n'est pas la soumission aux axiomes de l'adversaire. **Le réalisme ce n'est pas de chercher récompenses et satisfecit de ceux qui ont juré la perte des conquêtes sociales dont nous sommes à la fois les héritiers et les responsables.** Cette résignation ne nous sera pas pardonnée. Personne ne nous demande de raser gratis. Nos compatriotes sont conscients des efforts à accomplir pour améliorer la situation économique de la France. Mais leur lucidité appelle de notre part exemplarité et volonté et pas obéissance et soumission. Le spectacle de l'impuissance politique ne peut tenir lieu de projet.

De la République qui me garantit des droits à la société qui ne doit pas contrarier mes désirs, la France migre sûrement vers un modèle d'inspiration libérale en contradiction avec les ressorts historiques profonds de notre nation. Et c'est ainsi par exemple que l'on franchit sans s'en rendre compte une frontière théorique cruciale en abandonnant le principe du droit au repos dominical au profit de la liberté individuelle théorique de travailler le dimanche. Historiquement la gauche française s'est battue pour libérer du temps et réduire la durée du travail. Désormais, elle milite pour le « droit » individuel de travailler, là où elle avait auparavant conquis le droit collectif de se reposer et de se retrouver. C'est exactement le même raisonnement qui a conduit les britanniques à créer un contrat de travail où le salarié peut exercer son « droit », sa « liberté » de renoncer à ses droits.

Au fond, le libéralisme est une vision pessimiste de l'avenir qu'on veut nous infliger, une vision qui, si elle semble inviter chacun à prendre sa place à la table de la mondialisation, valide dans les faits le primat de la loi du plus fort, du mieux né, du mieux loti, du mieux doté. Sombre dessein.

A la faveur d'une crise qui n'en finit plus, du pessimisme qui croit, les conversations reprennent de plus en plus souvent la ritournelle du « c'était mieux avant » ou « l'herbe est plus verte chez le voisin ». **D'idées noires en idées noires, ce sont les forces politiques qui prêchent le désespoir qui prospèrent.** « A 20 ans, je n'avais déjà plus que du passé », disait Céline. **C'est contre cette vision tragique de notre avenir, ce pessimisme de la volonté, si bien incarnée par la droite extrême que la République doit se régénérer.**

Jamais la gauche n'a été aussi nécessaire...

Jamais le besoin de République ne s'est autant fait sentir. Mais soyons clairs : une République vivante, une République présente, une République tangible. La République à construire doit reconquérir l'esprit et le cœur de tous ceux qui n'étaient pas dans les



rues le 11 janvier. Il faut commencer par arrêter de nous payer de mots sauf à prendre le risque d'une catastrophe démocratique. En France, l'instrument par lequel la promesse républicaine d'égalité se réalise, c'est l'Etat. Il était illusoire de penser sans conséquences, la réduction des moyens directs de l'Etat, de ceux délégués aux collectivités locales ou aux acteurs associatifs. Moins d'Etat c'est moins d'action publique donc moins d'égalité, donc moins de République. Moins d'état c'est aussi souvent moins de droits et donc moins de liberté de décider et une nouvelle fois moins de République. En France, dans ce vieux pays égalitaire, protestataire mais républicain, on ne démantèle pas l'Etat ni son modèle social impunément.

Il est temps de se ressaisir. Si nous devons être lucides sur la difficulté de la tâche, il ne faut surtout pas nous abandonner à la fatalité d'une situation trop complexe ou d'un rapport de force top défavorable et nous résigner. Partout, on demande des biens communs. Partout, on veut créer une nouvelle économie collaborative, une démocratie plus aboutie. Au niveau européen, le dogme austéritaire commence à se fissurer. Dignité, maîtrise de son destin, remise en cause de l'individualisme, le repli identitaire ne peut être la réponse à ces aspirations. La course entre les réactionnaires et nous est engagée : la gauche peut et doit regagner dans les têtes. L'enjeu de cette bataille ? Rien de moins que l'avenir de la République. **Renouons avec l'optimisme de la volonté.**

C'est dans ce sens que s'inscrivent les propositions qui suivent.

I - / L'ÉGALITÉ RÉELLE AU CŒUR DE NOTRE ACTION

A/ À COMMENCER PAR LE COMMENCEMENT : À L'ÉCOLE

L'école de la République se bat tous les jours pour révéler, en chaque élève, les clés de la réussite et de l'épanouissement. Mais les résultats sont loin d'être à la hauteur de l'énergie déployée sur le terrain. Nous savons qu'en réalité le système éducatif français rajoute des inégalités scolaires aux inégalités sociales en favorisant le succès de ceux qui possèdent les codes de la réussite scolaire. L'école française est la plus inégalitaire de l'OCDE selon le classement PISA, celle où la trajectoire scolaire d'un enfant est la plus étroitement associée à son origine sociale.

La droite qui lui a infligé 80 000 suppressions de postes, l'arrêt de la formation initiale des enseignants et multiplié les exceptions à la carte scolaire n'a fait qu'aggraver la situation.

Il fallait commencer par répondre par des moyens supplémentaires notamment dans les territoires frappés par les inégalités les plus fortes. 60 000 enseignants supplémentaires ont été recrutés et bénéficient comme tous les nouveaux professeurs d'une formation initiale pour apprendre leur métier. Le dispositif « plus de maîtres que de classes » et la refonte de l'éducation prioritaire sont venus concentrer les moyens dans les territoires les plus frappés par l'échec scolaire et social. La réforme des rythmes éducatifs a été bouclée à la rentrée 2014. Elle a incontestablement saturé le débat public passant sous silence tout le reste. Il faut rappeler qu'elle a atteint son objectif central : permettre, grâce à une matinée de classe supplémentaire, aux écoliers de mieux apprendre et mieux maîtriser les fondamentaux en français et en mathématique avant d'aborder le collège.

La réponse eut donc été insuffisante si elle s'était contentée d'égrener la liste des moyens qui manquent. Quelle école voulons-nous ? Une école qui sélectionne une élite ou celle qui permet la réussite de tous ?

La loi sur la refondation de l'école de la République portée par Vincent Peillon, sans doute la loi la plus ambitieuse du quinquennat, assume ce virage. En s'engageant dans une refonte des programmes, une réorganisation des cycles et une réforme indispensable de l'évaluation, l'école amorce déjà cette métamorphose qui conduira la nation à s'entendre enfin sur les connaissances et compétences que les élèves doivent avoir « appris et assimilé » au terme de leur scolarité obligatoire et plus seulement sur ce que l'école doit leur avoir « dit ». C'est un changement radical qui convoque l'ambition et l'innovation pédagogiques au service des apprentissages et de la réussite de tous. « Il vaut mieux une tête bien faite qu'une tête bien pleine ». L'école française doit prendre ce virage si bien résumé par la formule de Montaigne et travailler à ce que chaque élève maîtrise un amalgame fécond de compétences et connaissances qui lui donne les moyens de son épanouissement et de son intégration harmonieuse à la société française. Il est essentiel que le « plan numérique à l'école » vienne consolider cette ambition pédagogique. Il faut investir sur les contenus pédagogiques numériques au moins autant que sur les outils,



sauf à préférer l'effet électoral de la « tablette pour tous » à l'impact éducatif d'une numérisation de l'école aux services des apprentissages.

Mais il ne faut surtout pas en rester là et nous assoupir sur la satisfaction d'une première manche gagnée. La réalité de l'école française, c'est que ses enseignants sont moins payés qu'ailleurs en Europe et moins formés tout au long de leur carrière. Lutter contre les inégalités, c'est renforcer le suivi, l'accompagnement et l'orientation des élèves. Le rôle des enseignants auprès des élèves et de leur famille est fondamental. Peut-on leur demander de mieux jouer ce rôle en étant payés 17% de moins que la moyenne de l'OCDE en Primaire? La priorité à l'école primaire doit maintenant se traduire par une rémunération conséquente du temps passé en dehors de la classe, dans le travail d'équipe, les relations avec les parents ou le suivi individualisé des élèves. Les enseignants du Primaire bénéficient d'une prime pour ces missions de 400 euros par an contre 1 200 €uros pour les enseignants du second degré. Il est légitime d'aligner le Primaire sur le Secondaire. Cette mesure d'un coût budgétaire de 250 millions d'euros peut parfaitement être inscrite dans un collectif budgétaire qui marquerait la volonté du gouvernement de restaurer les moyens d'une école qui lutte plus efficacement contre les inégalités sociales. La situation nouvelle créée par les attentats a entraîné une remise en cause de la politique de réduction des dépenses publiques dans la défense nationale. Cette décision est légitime. Mais restaurer la République ne peut seulement se limiter à financer la protection indispensable de nos édifices publics et des écoles juives menacés par les terroristes. S'il faut se protéger du crime, il faut aussi se protéger des causes du crime, parmi lesquelles les inégalités sociales insupportables qui se sont nichées au cœur de l'école. Au service de ces missions, il faut donc réclamer un ralentissement du rythme de la consolidation budgétaire qui permette le financement à l'école d'une revalorisation de la rémunération des enseignants.

Si l'enseignement supérieur s'est massifié, sa démocratisation est loin d'être achevée. Le combat de la Gauche a toujours été le progrès de l'accès à l'éducation. Aujourd'hui il doit prendre la forme d'un objectif fort : 60% d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur. La sélection par l'échec dans les premiers cycles universitaires est féroce et renforce une reproduction des élites. En outre, plus de la moitié des jeunes en formation travaillent pour financer leurs études. Or le salariat étudiant est la première cause d'échec à l'université. Il faut agir sur deux leviers pour garantir à chaque jeune le droit d'avoir une qualification. Le premier levier est de changer l'université pour donner les outils pédagogiques à chaque jeune pour réussir. Ce basculement pédagogique ne peut s'opérer qu'avec des moyens financiers garantissant un meilleur encadrement, un suivi individualisé, des supports pédagogiques. Le second levier est de mettre en place une allocation d'autonomie, calculée sur les revenus propres de chaque jeune en formation. Cette mise sous protection sociale garantirait à chaque jeune d'avoir le temps de réussir ses études et par conséquent de choisir et non de subir le reste de sa vie.

Il sera donc difficile d'échapper au lien qui existe entre notre ambition pour la République et la politique économique mise en œuvre depuis 3 ans. Quoi qu'on fasse, l'économie se rappelle à nous et nous répète que sans marges de manœuvre budgétaires nouvelles, il ne peut y avoir d'ambition crédible dans la lutte contre les inégalités et l'injustice.

B / REDONNER DES MOYENS D'AGIR À LA RÉPUBLIQUE OU UNE RÉPUBLIQUE AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

La République peut s'éteindre si elle n'évoque pas une réalité dans le quotidien de la majorité des Français. Croit-on qu'en apprenant la République à l'école, cela suffise à éprouver la République ? La République s'éprouve dans l'expérience que chacun de nos concitoyens réalise de ses valeurs : vivre l'égalité, vivre libre, vivre la fraternité. Quand les femmes et les hommes de notre pays font plus souvent l'expérience de l'inégalité, la République est rejetée. Ils expriment, alors, le sentiment de n'avoir plus rien à perdre. Ils traînent une colère sourde, trop peu entendue. La République doit donner les outils à chacun d'agir sur sa vie. Il est temps de sortir d'une société figée, où la mobilité sociale est bloquée. Pour cela, il faut mener une politique d'égalité réelle : améliorer la qualité des services publics, protéger ceux qui n'ont que leur force de travail mais aussi égaliser les revenus. De la République des droits proclamés, nous réclamons la République des droits effectifs pour tous et partout sur le territoire.

RESSERRONS L'ÉCHELLE DES REVENUS

L'inégalité des revenus a une conséquence directe sur le bien-être des habitants d'un pays, notamment des pays développés. Selon une étude mondiale réalisée par deux épidémiologistes qui est parue en Grande Bretagne en 2013 « ce n'est pas la richesse qui fait le bonheur des sociétés, mais l'égalité des conditions »¹. Cette étude montre que plus les écarts de revenus sont faibles, plus le bien-être d'une société toute entière est réel.

Dans son livre « Les places et les chances », François Dubet met en avant la nécessité de resserrer les barreaux de l'échelle pour permettre la mobilité sociale². Plus les barreaux sont espacés, plus la reproduction sociale est forte. Moins les barreaux sont espacés, plus il est aisé de grimper dans l'échelle sociale. La concentration des revenus en haut de l'échelle est d'abord le fait des revenus du patrimoine et du capital. La question de la répartition des richesses ne doit pas être chassée des programmes socialistes au nom d'une prétendue liberté. Il existe plusieurs leviers pour sortir du fossé entre les plus riches et les plus démunis de notre pays.

UNE RÉFORME DE L'IMPÔT AU SERVICE DE LA JUSTICE SOCIALE

Pour que l'impôt soit le fondement d'un contrat social consenti, le système doit être plus redistributif. La Gauche a toujours préféré l'impôt direct à l'impôt indirect. Et pourtant nous venons d'augmenter la TVA qui pèse par définition davantage sur les revenus modestes. La Gauche a toujours préféré l'impôt progressif à l'impôt proportionnel. Et pourtant nous venons de supprimer une tranche de l'impôt sur le revenu et la part de la CSG dans les prélèvements réalisés sur les Français a encore augmenté. A contrario, il faut se réjouir de l'alignement des prélèvements effectués sur les revenus du capital par rapport au travail. Mais, nous avons raté la réforme fiscale ambitieuse qui garantit plus de justice sociale et plus de progressivité au cœur de notre système fiscal. Redéfinissons les tranches d'imposition en poursuivant dans la voie de la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu pour ne pas faire reposer un poids fiscal trop lourd sur les foyers modestes. Prélevons à la source, fusionnons l'impôt sur le revenu et la CSG, repensons l'imposition des sociétés pour taxer plus lourdement les entreprises qui versent les dividendes les plus élevés plutôt que de réinvestir leurs profits.

1 Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous, Richard Wilkinson, Kate Pickett, Les Petits matins, 2013.

2 Les places et les chances. Repenser la justice sociale. François Dubet, Seuil, 2010,



ASSUMONS LA DÉPENSE PUBLIQUE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE

Si la France a mieux résisté aux effets sociaux de la crise mondiale, c'est notamment grâce à ses protections collectives. La logique de réduction des dépenses publiques fragilise nos protections sociales et a des conséquences lourdes sur les conditions de vie mais aussi sur la cohésion sociale. Donner des droits sociaux ce n'est pas créer des assistés mais permettre à l'ensemble de la population d'être maître de ses choix. Une des priorités de l'action publique doit être tournée vers le pouvoir d'achat des plus modestes et garantir à chacun le droit à une protection sociale efficace, à chaque étape. Notre système de protection sociale doit être renforcé en créant de nouveaux droits, tel que l'accès au RSA pour les moins de 25 ans et garantir, ainsi, à chacun, des conditions décentes.

Les 18-25 ans sont la catégorie d'âge la plus pauvre de la population française. Et pourtant ils sont exclus des minimas sociaux. Notre système de protection sociale doit donc être renforcé par l'entrée des jeunes dans le droit commun dès 18 ans, leur ouvrant le RSA socle, la CMU-C et garantissant leur accès à la nouvelle prime d'activité qui naîtra en 2016.

Un des problèmes majeurs de notre système de protection sociale est le non-recours aux droits sociaux. Pour beaucoup de citoyens, les droits sociaux ne seraient plus un droit mais une charité. Cela entraîne un attachement moins important au système de protection collective. Les principales causes du non-recours sont le manque d'information, la complexité des démarches et le fait que les droits soient stigmatisants (sortie de l'universalisme, logique de contrepartie, discours sur les fraudes sociales). Pour exemple, au 1er janvier 2015, le taux moyen de non-recours pour le RSA socle est de 50% et de 68% pour le RSA activité (rapport comité d'évaluation du RSA). Il faut agir sur chacun de ces leviers pour maintenir un niveau fort de cohésion sociale par la protection sociale et ne pas rentrer dans une société individualiste reposant sur la seule réussite individuelle.

TRAVAIL SOUTENABLE, EMPLOIS DURABLES

Le quotidien de millions de Français est le travail. Or, depuis vingt ans, effet collatéral de la financiarisation de l'économie, le travail n'est plus perçu comme moteur de la création de valeur. C'est le capital qui est privilégié, ce qui se traduit par une préférence pour la rémunération de détenteurs d'actions plutôt que des salariés. La crise économique a accentué ce phénomène, en exacerbant la concurrence entre les entreprises, les contraignant à une course effrénée à la compétitivité et à l'intensification à travers des modes de management par la performance individuelle : l'humain devant désormais s'adapter au travail, le caractère pathogène de celui-ci s'accroît. On le voit avec la multiplication des troubles musculo-squelettiques et des maladies professionnelles, qui coûtent chaque année près de 15 milliards d'euros à la collectivité et qui pénalisent l'activité économique par la multiplication des arrêts de travail.

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont désormais touchées et, avec désormais 40% des embauches en contrats à durée déterminée de moins de trois mois, on voit mal comment les jeunes qui accèdent ainsi à l'emploi pourraient ne pas développer un fort sentiment de désengagement.

Face à ces dérives, quelles réponses ? Au motif que plus de 5 millions de nos concitoyens

sont chômeurs, nous refusons de choisir entre l'emploi et le travail, nous refusons que les mini-jobs allemands et les contrats « zéro heure » britanniques, dont le seul mérite est de dégonfler les statistiques de demandeurs d'emploi, soient l'horizon offert à la jeunesse française. En effet, serions-nous des Socialistes responsables si nous ajoutions de mauvais emplois à du mauvais travail, alors même que nous mettons en oeuvre l'avancée historique qu'est le compte de prévention de la pénibilité, c'est-à-dire le remède aux inégalités en matière d'espérance de vie en bonne santé : 9 ans entre les hommes occupant les professions les plus qualifiées et les ouvriers ...

Au motif que la protection des salariés stresse les patrons, nous refusons également l'autodafé du code du travail, sous quelques figures pseudo-modernistes qu'on dissimule (simplification, allègement, suppression de l'ordre public social ...). En effet, cette nouvelle pensée magique par laquelle passerait le retour de la croissance suppose que le droit du travail entrave la liberté entrepreneuriale : jamais cet argument n'est utilisé s'agissant du droit des affaires ou du droit de la propriété intellectuelle ! Socialistes, femmes et hommes fiers de la Gauche qui a toujours combattu aux côtés des plus faibles, réaffirmons notre attachement à un droit du travail qui rééquilibre la relation du salarié à son employeur parce qu'elle est d'abord un rapport de pouvoir, non un rapport d'échange, parce que le contrat de travail est d'abord un lien de subordination, non un lien d'adhésion.

Et construisons en lien avec nos choix de développement économique durable et de priorité à l'éducation tout au long de la vie, une vraie politique du travail : inspirons nous de l'Allemagne pour aller plus loin dans le pouvoir d'agir donné aux salariés dans l'entreprise, en mettant en place, dès cinq salariés, des instances de l'expression collective, ce qui permettrait aux quatre millions de salariés des TPE de ne plus vivre dans un désert de représentation syndicale. Ainsi, nous poursuivrions l'oeuvre commencée en 1982 par Jean Auroux. Nous pourrions aussi nous inspirer de la Mitbestimmung pour faire entrer davantage de représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Renforçons la légitimité des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en faisant élire leurs membres, donnons les moyens à la médecine du travail, permettons aux salariés d'être les acteurs de leur bien-être au travail : plutôt que des grandes messes sociales, faisons du dialogue social une réalité du quotidien.

Enfin, soyons modernes en faisant évoluer notre droit du travail Ne choisissons pas la régression sociale à travers la généralisation du travail le dimanche. Faisons encore et toujours le pari du progrès : intégrons dans le code du travail l'exigence d'une mesure par les entreprises des impacts des restructurations/des changements sur la santé physique et psychologique (fait en Norvège depuis 2006) ; renforçons les moyens de l'Inspection du travail pour lutter contre le travail détaché illégal ; reconnaissons d'autres modes de relations que la seule subordination : être à la fois entrepreneur et salarié devrait être plus facile ; plus largement remettons en débat la question du temps de travail avec à l'esprit les réalités que sont la faible croissance, la transition écologique et l'égalisation des taux d'activité entre les femmes et les hommes. Si la croissance est faible et qu'on a des gains de productivité, comment fait-on pour créer des milliers d'emploi autrement qu'en répartissant mieux le temps de travail ? Réduire le temps de travail sans faire baisser les salaires c'est faire augmenter la masse salariale dans l'économie. C'est un outil de réparation des richesses nécessaire et cela garantit plus de temps libéré aux salariés pour leur vie personnelle.



Travail soutenable et emploi durable participent du contrat social avec la Nation : depuis 2012, nous retissons ce lien que la Droite a détruit, nous devons aller plus loin pour réparer la France, nous devons remédier à l'insécurité sociale.

Le partage salaire-profit est de moins en moins en faveur des salariés. Les salaires n'augmentent quasiment plus depuis 1983 et les dividendes prospèrent. La France a donc un problème de salaire et de partage de la valeur ajoutée. Il y a plusieurs outils à débloquer pour agir sur les salaires et donc sur le pouvoir d'achat des Français. Il faut renouer avec de réels « coups de pouce » au SMIC avec une augmentation importante dès l'année prochaine, qui bénéficiera en premier lieu aux femmes et aux jeunes qui occupent la majorité des emplois au SMIC. Mais l'augmentation des salaires ne peut se limiter à la seule augmentation du SMIC. Il faut changer la manière dont on organise, depuis 2012, les conférences sociales pour en faire notamment le rendez-vous annuel sur les salaires. L'objectif doit être dans la négociation sociale de mettre en place une norme de progression des salaires en lien avec les gains de productivité et l'inflation. L'Etat employeur doit de nouveau montrer l'exemple dans la fonction publique en dégelant le point d'indice et en donnant la priorité à une revalorisation de la situation des catégories C et B. Enfin, augmenter les salaires doit permettre de resserrer les écarts de rémunération. Augmenter les salaires en encadrant les revenus permet de resserrer les barreaux et de revenir à une logique de mobilité sociale. L'Etat se doit aussi d'agir sur cet écart en fixant l'échelle de 1 à 20 entre les salaires d'une même entreprise.

TEMPS LIBÉRÉ : DROIT À LA CULTURE, AUX VACANCES

La Gauche a historiquement mené la bataille pour obtenir du temps libéré tel que le repos dominical ou les congés payés. Ces temps libres sont utiles pour réaliser dans les faits, « le vivre ensemble ». Pour que ces temps libérés soient émancipateurs, une vraie réflexion se pose pour garantir une égalité d'accès aux possibilités d'évasions et de découvertes de nouveaux horizons. Les plans de démocratisation de la culture doivent se renforcer par l'école mais aussi par la mise en place d'un chèque-culture. Dans la même logique, un droit effectif aux vacances doit être renforcé : soutien du tourisme social et de l'action des comités d'entreprises, aides au départ en vacances pour les jeunes mineurs qui ne partent jamais, renforcement des chèques-vacances.

UN ÉTAT PRÉVOYANT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Pour faire vivre la promesse républicaine, il est nécessaire que l'Etat soit au cœur de notre société à tous les niveaux pour donner les outils à chaque personne de choisir sa vie et d'avoir des conditions de vie décentes. Le rôle des services publics dans le monde rural jusqu'au cœur des grandes villes est fondamental pour créer une société du vivre-ensemble. Du bureau de poste dans un village à une école dans un quartier défavorisé en passant par un centre d'action culturelle, l'action publique peut être un vrai moteur pour renforcer les bases communes de notre société.

RECONSTRUIRE UNE ÉGALITÉ ENTRE TERRITOIRE : UN ÉTAT STRATÈGE AUX COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LES ZONES PÉRIPHÉRIQUES

Nous sommes dans une situation grave de relégation sociale, ethnique et territoriale causée par 30 ans de défaillance des politiques publiques. Il y a un enjeu de réunification nationale. Il faut investir massivement sur les territoires et mobiliser tous les acteurs dans des contrats à deux niveaux : humain et urbain. Le développement humain doit



garantir des programmes de retour à l'emploi, de réussite éducative, d'accès à la santé, d'égalité femmes-hommes. Le renouvellement urbain doit permettre la construction de logements, d'équipements publics, des transports qui permettent une mobilité quotidienne, des réseaux numériques, des accueils des activités économiques. Nous devons intégrer une politique de justice territoriale. Là où il y a urgence sociale, l'Etat doit être aux côtés des collectivités territoriales pour améliorer la qualité de vie.

Une fois encore, hissons-nous à la hauteur du 11 janvier. L'aspiration à davantage de République suppose la lutte acharnée contre les inégalités dans et entre les territoires. Il faudra des moyens supplémentaires et commencer par stopper les baisses des dotations aux collectivités locales, muscler la capacité d'intervention de l'ANRU et la dotation de soutien à l'investissement local. Comment ? Les 6 milliards d'euros programmés au titre de la suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés peuvent être affectés à soutenir les collectivités en première ligne dans la lutte contre les inégalités et la ségrégation.

Pour que ces villes soient solidaires, le soutien au monde associatif doit être intensifié. La sécurisation de la subvention par loi sur l'ESS permet désormais d'échapper au recours systématique aux appels à projets. Cette avancée doit être exploitée pour permettre au monde associatif de reconstituer ses forces, notamment pour continuer à innover au service de l'intérêt général et renouveler ses bénévoles. Notre République doit être respectueuse de tous les territoires : les zones périurbaines ou rurales ne peuvent pas être condamnées à la marginalité sociale. Il faut garantir à chaque citoyen un temps d'accès maximum pour accéder à une médecine générale, à l'éducation primaire et secondaire, à un bureau de poste... Les zones rurales ne doivent pas être désertées par les acteurs économiques. Il faut relancer la création de zones de développement économique rurales avec des outils fiscaux, réglementaires et bancaires.

FAIRE RECULER LES DISCRIMINATIONS POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ

Les mécanismes de discriminations ont la peau dure dans la République française. Les discriminations par rapport à l'âge, à l'origine, à la couleur de peau sont incessantes. La stigmatisation met au ban de la société des parties entières de la population. Il faut prendre des mesures fortes pour démontrer que notre société n'accepte qu'aucun de ses membres ne se retrouve stigmatisé et exclus. L'école doit être un levier pour appréhender les mécanismes de domination et les déconstruire avec des modules à tous les niveaux et une formation des enseignants sur ces questions. De plus, une vraie réflexion doit s'entamer sur les programmes scolaires qui doivent rendre visibles les oubliés de l'histoire : la place des femmes dans l'histoire, la manière d'étudier le colonialisme et ses impacts aujourd'hui.

Les discriminations du quotidien notamment celles qui frappent les jeunes Français de couleur noire ou d'origine maghrébine lors des contrôles d'identité ne peuvent plus être tolérées. Quelle pire humiliation pour les individus et quel échec pour la République que de constater qu'un jeune Français de couleur noire ou d'origine maghrébine est contrôlé 10 à 15 fois plus souvent qu'un jeune blanc. Le rôle de la loi doit être d'encadrer ces pratiques pour sortir de la logique discriminatoire et mettre en place une attestation de contrôle d'identité pour lutter contre le contrôle au faciès. Reprendre cette proposition de campagne des législatives, trop vite enterrée à l'été 2012, peut donner un signe fort pour montrer que les pouvoirs publics refusent cette logique de stigmatisation. Sinon



c'est la République à sens unique et comme disait Coluche « Les hommes naissent libres et égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres ». Les Français victimes de discriminations doivent pouvoir constater que la situation a changé, s'est améliorée entre le début et la fin du quinquennat. Tout reste à faire.

Enfin, l'égalité femmes- hommes doit rester au cœur des priorités publiques. Des vraies avancées depuis 2012 existent : lutte contre le système prostitueur, plan d'accès à l'avortement, module égalité à l'école... Cet élan doit s'intensifier pour avancer vers l'égalité notamment en matière salariale en diagnostiquant les écarts de salaires et en continuant à sanctionner les entreprises qui en pratiquent des discriminations salariales.

C / REFONDER LA DÉMOCRATIE RÉPUBLICAINE ET ASSUMER UNE 6ÈME RÉPUBLIQUE

La première manifestation de l'égalité entre les citoyens est évidemment le droit démocratique accordé à chacun d'entre eux. Chacun doit se sentir représenté et chacun doit pouvoir peser sur les décisions politiques qui déterminent l'avenir de la nation. Trop souvent pourtant, les électeurs, qu'ils votent ou même s'abstiennent, ont le sentiment que leurs suffrages ne sont pas entendus. La défiance à l'égard de nos institutions grandit favorisant l'émergence de partis extrémistes et démagogues.

Nous devons apporter des réponses à cette désaffection qui fragilise la République. Nous devons promouvoir un régime démocratique modernisé. Le Président de la République avait pourtant avancé une série de propositions ambitieuses lors de la campagne de 2012. De la réforme du statut du Chef de l'Etat au renforcement des pouvoirs du Parlement en passant par le droit de vote des étrangers aux élections locales. Après les dérives de l'hyper-présidentialisation sarkozyste on pouvait espérer que la concentration inédite de pouvoirs aux mains d'un seul, cède la place à une République plus équilibrée.

Malheureusement, de temps programmé en vote bloqué, de réserve de vote en procédure accélérée, le Parlement est plus que jamais soumis à la volonté d'un Président de la République, « politiquement irresponsable devant les assemblées» et qui peut s'affranchir du mandat qui lui a été confié. Ceci, se conjugue à la faiblesse persistante du pouvoir judiciaire et à des choix qui impuissentent peu à peu les pouvoirs locaux (baisse des dotations, suppression de la clause générale de compétence, volonté de supprimer les Conseils Généraux...).

La seule avancée du quinquennat est paradoxalement à mettre à l'actif de l'immoralité stupéfiante de certains de nos dirigeants avec la création de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique. La diligence avec laquelle cette évolution a été conduite laisse d'ailleurs penser que la loi sur le non-cumul des fonctions parlementaires avec la présidence d'un exécutif local aurait pu être votée plus rapidement, aurait pu s'appliquer dès 2014 et aurait pu aller plus loin dans la limitation des cumuls. Saluons pourtant le contraste entre le quinquennat Sarkozy et celui de François Hollande dans la gestion des dossiers de fraude ou de corruption. On reproche à François Hollande les comportements de Jérôme Cahuzac et Thomas Thevenoud. C'est oublier qu'ils ont été révélés parce que la transparence sur les revenus des élus a été instaurée et que le contrôle de leurs déclarations est minutieux. C'est aussi oublier que la chancellerie laisse les procureurs travailler sereinement et n'interfère plus dans le cours des affaires



judiciaires sensibles.

S'il convient donc de s'attaquer vraiment à la réforme de nos institutions, des progrès indiscutables sont à souligner dans la pratique de celles-ci. Reconnaissons qu'il ne peut pas y avoir de présidence « normale » et la logique présidentialiste de la Vème République l'emporte sur toute volonté de présider « autrement » (d'autant plus avec l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier). Ainsi, le Président peut faire la guerre sans que le parlement en débattenne vraiment, il peut changer de politique sans tenir compte de sa majorité parlementaire, de son parti ou de ses électeurs.

Les Socialistes aux responsabilités doivent donc promouvoir une 6ème République. Tous les textes du Parti depuis 2006 réclament d'ailleurs une République parlementaire et donc un régime primo-ministériel dans lequel le périmètre des pouvoirs entre le Président de la République et son 1er Ministre seraient redécoupés. Ce dernier exercerait, comme partout ailleurs en Europe, la responsabilité principale de la conduite de la politique de la Nation. Il serait responsable devant un Parlement modernisé contrôlant le Gouvernement, les administrations, le suivi de la loi... Cette nouvelle Assemblée nationale et ce nouveau Sénat (à la composition modifiée) seront également attentifs à une démocratie citoyenne participative et à une véritable libre administration des collectivités territoriales.

Ces perspectives de changement de Régime peuvent être ouvertes à droit constant pour les prochaines élections présidentielles. Point n'est besoin d'attendre ni le « grand soir » d'une crise sociale ni la convocation d'une assemblée constituante. Le ou la candidate à la présidentielle puis les candidats à la députation annoncent simplement pendant la campagne, leur programme de changement institutionnel. Ainsi investis d'un mandat constituant et après l'approbation d'un projet de réforme sur lequel le Premier ministre a engagé sa responsabilité, les Parlementaires consacrent une part de leur ordre du jour durant quelques semaines à la discussion d'un projet de loi constitutionnel. Dans ce même délai, un comité d'une cinquantaine de personnes, allant des représentants de la présidence de la République à ceux d'associations spécialisées en passant par des citoyens tirés au sort forme, sous l'autorité du ou de la Garde des Sceaux, un Forum consultatif constitutionnel ouvert à l'interactivité citoyenne sur les réseaux sociaux. Une synthèse est faite entre le texte de l'Assemblée et celui du Forum. Un référendum (article 11) la ratifie ou pas. Cette méthode n'a sans doute pas l'allure flamboyante d'une assemblée constituante, mais elle permettrait un investissement populaire au moins égal à celui de 2005 sur le pourtant très abscons, projet de « Traité établissant une Constitution pour l'Europe ». A condition de les vouloir, les conditions d'un changement sont donc bien possibles sans circonstances exceptionnelles.

Redonner du pouvoir aux citoyens implique des changements profonds en France comme en Europe.

II / L'EUROPE DOIT ÊTRE RÉINVENTÉE OU ELLE MOURRA

En 1985, Jacques Delors imaginait que trente à quarante ans plus tard, l'Union européenne serait passée du statut « d'objet politique non identifiée (OPNI) » à celui d'un « ensemble (...) capable d'apporter à chacun de nos pays l'effet de dimension qui lui



permet de prospérer à l'intérieur et de tenir son rang à l'extérieur».

Force est de constater que les résultats des élections européennes du 25 mai 2014 ne correspondent pas à la vision espérée par l'ancien Président de la Commission européenne. Ils sonnent au contraire comme un désaveu cinglant de cet espoir partagé par tous les Socialistes : de nombreux citoyens français et européens assimilent désormais l'Europe à une chimère technocratique responsable de tous les maux économiques et sociaux actuels.

À l'issue de ce scrutin, le Front national est, pour la première fois dans l'histoire de la Vème République, arrivé largement en tête en totalisant près d'un quart des votes exprimés. Le Parti anti-européen en UKIP a réalisé au Royaume-Uni une performance similaire tandis que les forces eurosceptiques connaissent également une progression inédite en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas.

Pour nous, ce constat sans appel doit susciter une prise de conscience des Socialistes français et européens du danger mortel qui menace la construction communautaire.

Si l'Europe ne s'écarte pas rapidement du chemin de croix de l'austérité, si les Socialistes français et européens se résignent au rôle de co-gestionnaire d'une Union à la dérive dans une coalition incompréhensible avec la droite européenne, si nous refusons de bâtir un modèle économique, social et fiscal solidaire à l'échelle européenne adapté au défi de la lutte contre le réchauffement climatique, le projet européen pourrait bientôt connaître un arrêt brutal.

Nous, Socialistes français et européens, refusons cette chronique d'une mort annoncée de l'Europe et appelons au sursaut politique pour bâtir cette Union de progrès social.

A / LA POURSUITE DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ GÉNÉRALISÉES MENACE À COURT TERME LE PROJET EUROPÉEN, IL EST DE NOTRE RESPONSABILITÉ HISTORIQUE D'Y METTRE UN TERME

Rappelons d'abord quelques faits: la crise économique et sociale dans laquelle l'Europe est toujours engluée ne tient pas son origine d'un niveau trop élevé de protection sociale ou de marchés du travail trop rigides. Au cours des dernières années, les dirigeants européens ont pourtant alterné des coupes plus ou moins importantes dans les budgets nationaux et réformes structurelles d'inspiration libérale uniquement focalisées sur la compétitivité-prix et la flexibilisation du droit du travail.

Nous n'avons pour notre part pas oublié que cette crise a ses racines dans les excès d'un secteur financier abandonné à lui-même par la puissance publique et déconnecté de l'économie réelle.

Alors même que la croissance de la zone Euro est atone (moins de 0,5% en 2014), le chômage atteint un niveau sans précédent dans l'histoire de la monnaie unique : 19 millions de personnes, soit 11,5% de la population active. Surtout, les déséquilibres



économiques et sociaux n'ont cessé de se creuser depuis le déclenchement du marasme financier : le chômage s'élève à 25% en Grèce et en Espagne et touche même un jeune sur deux.

La droite européenne, majoritaire en Europe au moment du déclenchement de la crise a imposé sa vision moralisatrice des politiques économiques et budgétaires, érigeant ses dogmes au rang de tables de lois indiscutables censées assurer une «saine gestion des finances publiques». Ainsi, les Etats «coupables» de dérapage budgétaire ont dû inscrire dans leur Constitution la règle d'or budgétaire, celle exigeant de la part des gouvernements qu'ils réduisent à marche forcée leurs déficits en opérant des saignées budgétaires sans précédent dans les dépenses sociales, d'éducation ou d'innovation. En Grèce, les «programmes d'ajustement macroéconomique» mis en place sous l'égide la troïka (Commission européenne, FMI, BCE) ont eu des conséquences dramatiques: le PIB grec a diminué de 25%, le déficit a certes progressivement baissé mais la dette a explosé. La compression des dépenses privées et publiques a asséché les recettes publiques enfermant le pays dans une longue période de récession.

L'austérité généralisée en Europe est une impasse économique, une catastrophe sociale et humanitaire. Le maintien d'un tel cap économique ressemblerait fort à un suicide du projet européen, tant le constat d'une Europe incapable de reconnaître par la voix de ses dirigeants l'erreur des politiques conduites risque d'attiser le ressentiment de nos concitoyens à l'égard d'une Union politiquement paralysée. Début janvier 2015 à Paris, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie évoquait non sans cacher son incompréhension le « common suicidal pact » des Européens. En effet, si l'austérité en dépit de son coût social avait remis l'économie européenne sur pied, nous serions fondés à en débattre différemment. Mais quand celle-ci inflige aux pays malades un remède qui leur laisse une dette supérieure à celle de l'avant crise et précipite leur déchéance économique et sociale, il faut immédiatement stopper ce fléau.

Nous, Socialistes européens devons faire face à une responsabilité historique: provoquer l'électrochoc nécessaire au changement de perspective économique et budgétaire. Il nous faut enfin assumer clairement la confrontation des idées avec la droite européenne sur le modèle économique et social de l'Union que nous souhaitons bâtir au XXIème siècle, sous peine de faire dans ce contexte dégradé le lit de l'extrême-droite ou d'être remplacés à terme par des mouvements politiques capables d'assumer ouvertement leurs idées progressistes.

B / SOCIALISTES FRANÇAIS AUX RESPONSABILITÉS DOIVENT ADOPTER UNE NOUVELLE STRATÉGIE AFIN DE RELANCER LE PROJET EUROPÉEN

Notre parti souffre d'un mal récurrent depuis le vif débat suscité par le référendum sur le Traité Constitutionnel européen (TCE) de 2005 : une fois arrivés aux responsabilités, nous nous refusons de mener la bataille des idées en Europe. La méthode employée depuis l'élection du Président de la République ne débouche pas sur l'impulsion nécessaire au changement. L'insuffisante réflexion sur les propositions à mettre sur la table pour donner corps au concept d'intégration solidaire européenne, l'absence d'initiatives politiques réellement partagées avec les autres partis membres du Parti Socialiste Européen, notre incapacité à assumer un leadership progressiste ambitieux sur les questions européennes



nous paralyse idéologiquement. Plutôt que de fédérer l'alternance à l'austérité, nous nous sommes enferrés dans une vaine tentative d'influence exercée dans les coulisses feutrées des arcanes européennes.

Depuis mai 2012, les initiatives prises par la France ont souffert d'un manque de lisibilité politique et de cohérence programmatique avec les engagements pris devant les Français durant la campagne présidentielle. Ainsi, les interrogations autour de la méthode employée par le Président de la République sont apparues dès juin 2012, au moment même où la promesse de réorientation des politiques budgétaires européennes devait trouver une traduction concrète dans la renégociation du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Plutôt que d'assumer une discussion politique franche et raisonnée avec nos partenaires européens sur la nécessaire réorientation des priorités européennes en faveur de la croissance et de l'emploi, la renégociation du Traité ne fut jamais inscrite à l'ordre du jour des discussions entre chefs d'Etat, la France n'obtenant qu'un «Pacte de croissance» peu significatif et dont on attend toujours les effets positifs sur l'activité et la création d'emplois...

En agissant ainsi, nous avons créé les conditions de notre impuissance à changer la donne politique sur la scène européenne, car nous avons tout simplement refusé de défendre nos idées et de les verser au débat public européen. Ce faisant, nous avons laissé se cristalliser le sentiment que Gauche et Droite partageaient finalement une vision commune du projet communautaire, situation qui entretient l'abstention lors des scrutins européens et alimente le sentiment de rejet à l'égard de l'Union: le lien censé unir nos concitoyens à l'idéal de progrès européen s'érode ainsi par touches successives tous les 5 ans.

Pourtant l'ampleur de la crise économique et sociale qui affecte la quasi-totalité des Etats membres de l'Union offre de réelles opportunités pour proposer une nouvelle dynamique de relance du projet européen. Face à l'axe conservateur, à l'idéologie austéritaire qui plie chaque jour un peu plus sous les critiques lucides des citoyens et mêmes des organisations internationales, se dessine un nouveau rapport de force qu'illustre notamment la victoire de Syriza en Grèce.

Les Socialistes français ont un rôle essentiel à jouer dans ce moment si particulier. L'heure n'est plus à la perte de confiance en soi ou en notre projet de progrès social. Refusons la recherche permanente du plus petit dénominateur commun avec les conservateurs et libéraux, ne nous résignons pas à une coalition contre-nature subie sous prétexte d'obtenir des postes certes prestigieux, des places certes honorifiques mais politiquement inopérantes. Pour nous Socialistes français, il ne peut pas y avoir de confiscation intellectuelle justifiée par la quête d'un consensus supposé indispensable. Les citoyens européens ne se contentent plus d'exprimer une relative indifférence à l'égard d'institutions communautaires dont ils perçoivent mal les responsabilités, ils expriment désormais leur vif mécontentement à l'égard d'un système politique qu'ils jugent verrouillé. Et les Socialistes français en responsabilité ont devant eux un champ politique à investir. Celui d'une idée de plus en plus populaire, la démocratie européenne. Cela veut dire plus de transparence dans les décisions prises que ce soit lors des sommets européens réunissant les chefs d'Etat où l'engagement pris devant nos concitoyens doit être tenu publiquement et non derrière les portes closes du Conseil européen, que ce soit au Parlement européen où la constitution d'un arc progressiste avec nos

alliés écologistes et de la gauche radicale doit être un préalable à toute négociation législative. Les citoyens européens ont cessé de comprendre l'Europe. Notre meilleure arme pédagogique est encore et toujours de faire correspondre notre action politique à la parole publique donnée.

C / NOTRE PROJET ALTERNATIF POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE AU SERVICE DE SES CITOYENS

François Hollande a été porté aux responsabilités afin d'engager le combat politique majeur de la réorientation de la politique économique et budgétaire européenne. Le mandat confié le 6 mai 2012 par le peuple français est toujours d'actualité.

Nous sommes convaincus que le temps est désormais compté pour parachever l'approfondissement économique, social et fiscal de l'Union Économique et Monétaire. Pour ce faire, nous considérons que les responsables socialistes français doivent au plus vite proposer à nos partenaires les mesures suivantes afin de redonner une dynamique de prospérité et de progrès social au projet européen :

- Nous devons changer les règles budgétaires absurdes qui poussent les Etats membres à mener simultanément des politiques de saignées budgétaires à marche forcée alors même qu'elles se sont révélées économiquement inefficaces et socialement destructrices. Le pacte de stabilité doit être révisé afin d'être transformé en un véritable instrument au service de la croissance durable. C'est pourquoi les dépenses d'investissement (contributions nationales au budget européen, cofinancement des projets mobilisant les fonds structurels) doivent être sanctuarisées en les excluant du calcul du déficit public.
- La taxe sur les transactions financières (TTF) devra porter sur l'assiette la plus large possible avec un taux minimal de 0,01% sur les produits dérivés et 0,1% sur les actions et obligations afin de pénaliser les opérations purement spéculatives. Le produit de la taxe devrait constituer pour les 11 Etats favorables à l'introduction de la TTF une ressource propre au budget communautaire se substituant à une partie de leurs contributions nationales.
- Le supplément des ressources ainsi dégagées devrait notamment alimenter le fonds mondial pour le climat afin d'honorer la promesse des pays développés de fournir 100 milliards de dollars par an aux pays en développement d'ici 2020.
- La Commission européenne doit rapidement mettre sur pied son plan d'action de lutte contre l'évasion fiscale afin d'assurer que les impôts d'une entreprise soient versés au pays dans lequel elle réalise effectivement son activité. La transparence sur les tax rulings n'est pas suffisante- ces rescrits fiscaux qui sont autant de conventions d'optimisation fiscale permettant aux multinationales de mettre en concurrence les Etats membres afin de verser moins d'impôts doivent être purement et simplement interdits. Les dirigeants socialistes doivent enfin débloquent le dossier de l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés en défendant le principe d'une assiette consolidée commune à toutes les entreprises européennes.
- La communauté européenne de l'Énergie doit voir le jour afin d'assurer l'indépendance géopolitique de l'Union européenne dans un contexte d'instabilité



des principaux pays producteurs d'hydrocarbures. Le développement des énergies renouvelables doit être soutenue et accélérée et la législation relative aux bâtiments doit favoriser les opérations d'isolation thermique partout en Europe.

- La réforme bancaire introduite en France est insuffisante et n'a pas permis d'assurer une séparation satisfaisante des activités utiles à l'économie de celles purement spéculatives. Une proposition de réforme du secteur bancaire européen est actuellement en discussion: les Socialistes français et européens doivent réinvestir ce champ politique pour remettre la finance à sa place, c'est-à-dire au service de l'économie réelle en soutenant le cantonnement d'une large part des activités de tenue de marché.
- L'Europe sociale ne doit plus être un vain mot: la directive relative aux travailleurs détachés doit être révisée pour mettre un terme au dumping social et à la mise en concurrence déloyale exercée au détriment des droits et protection des travailleurs européens.
- Enfin, les Socialistes européens défendent une réforme structurelle majeure: l'introduction, dans tous les pays de l'Union, d'un salaire minimum décent rompant ainsi avec le dogme absurde de la compétitivité salariale intra-européenne.
- La crise a mis en lumière le fait que la zone Euro ne marchait que sur une seule jambe, à savoir une politique monétaire intégrée placée sous l'autorité de la BCE. Au-delà de l'indispensable révision du mandat de l'institut monétaire pour mettre l'objectif de croissance durable et de créations d'emplois sur un pied d'égalité avec la cible d'inflation, l'eurozone doit enfin disposer d'un gouvernement économique responsable devant les représentants nationaux et députés de la zone Euro. Un Trésor de la zone Euro avec un ministre responsable de la coordination des discussions économiques, sociales et budgétaires entre Etats membres serait une première étape.
- La procédure dite du «semestre européen» censée assurer la coordination des politiques budgétaires et sociales menées par les Etats membres ne pourra porter ses fruits qu'à condition de recouvrir une pleine légitimité démocratique. À cet égard, les parlements nationaux doivent conserver la pleine et entière souveraineté sur l'adoption du budget et délibérer sur les programmes de réformes envisagées par le gouvernement et nos partenaires européens. Le Parlement européen doit voir ses compétences renforcées sur la définition globale des orientations économiques et sociales de l'Union.

Parce que l'hégémonie néolibérale se fissure, le changement est possible en France et en Europe.

C'est le rôle du socialisme de dessiner les contours d'une pensée alternative et des moyens pour y parvenir.

III / UNE URGENCE POUR L'HUMANITÉ ET UNE CHANCE POUR LA FRANCE : UN NOUVEAU

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF ET ÉCOLOGIQUEMENT PERFORMANT

A / UNE URGENCE POUR L'HUMANITÉ ET UNE CHANCE POUR LA FRANCE

La crise financière de 2008 a relégué la question écologique au second plan dans l'agenda politique. Ses conséquences économiques et sociales dramatiques continuent de dominer le débat politique. Néanmoins, sept ans après l'effondrement de l'immobilier américain, la réflexion collective s'imprègne peu à peu de l'urgente nécessité de penser notre rapport à la planète.

La crise que nous traversons est à la fois économique, sociale, démocratique et écologique. Et les dangers que doit affronter l'humanité sont d'une gravité inédite pour les générations futures et la planète qui les hébergera : terrorisme international, accroissement des inégalités, de l'exclusion, de la pauvreté et du chômage, montée des intégrismes et des nationalismes, crises financières, nouveaux risques technologiques, dérèglements climatiques, menaces sur la biodiversité, grandes pandémies.

La crise écologique, c'est l'épuisement des ressources naturelles, la gestion des conséquences du dérèglement climatique, et la perspective d'une hausse de 5° à horizon 2100, soit la différence de température qui nous sépare de la dernière période de glaciation... il y a 40 000 ans. Le modèle de croissance de nos économies, reposant en grande partie sur la consommation toujours plus importante des énergies fossiles, est une impasse. Ses effets destructeurs sur les individus et la planète ne sont plus acceptables.

Crise écologique, sociale et économique se rejoignent en cela que ce sont les pays les plus pauvres qui subissent le plus durement les conséquences du dérèglement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles : baisse des rendements des cultures en Afrique, fonte des glaces dans les Andes, érosion des sols et sécheresses, etc. De la même manière en France, la précarité énergétique touche d'abord les populations les plus fragiles : les 8 millions de précaires énergétiques de France qui ne se chauffent plus ou mal pour pouvoir boucler leurs fins de mois, subissent privations, maladies et isolement social.

Il faut sortir d'un modèle prédateur de ressources, générateurs d'inégalités, d'exclusions et de mal-être toujours croissant, qui en plus produit un endettement insoutenable. Si la critique est assez partagée au sein de la Gauche, les solutions alternatives tardent à émerger. Il est du devoir du Parti socialiste d'incarner un nouveau modèle de développement et de tracer la voie qui nous y mènera.

Nous l'avons déjà écrit dans une Convention nationale en Mai 2010 : confrontés à la crise systémique, nous devons imaginer une réponse systémique. Il nous faut donc répondre en même temps, aux trois défis majeurs de notre époque : le défi social des inégalités, le défi écologique de sauvegarde de la planète et le défi démocratique et culturel de l'engagement politique des citoyens. Pour répondre à ces défis, l'enseignement supérieur et de la recherche sont au centre des réponses.



Pour mettre en œuvre ces alternatives, la force de l'intervention publique doit être réhabilitée. Il n'est pas question ici d'occulter la place de l'initiative privée mais de réaffirmer son rôle dans les domaines qui relèvent de l'intérêt général, c'est à dire du bien-être collectif : l'emploi, la santé, l'éducation, la recherche, le logement, etc...

B / LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AU CENTRE DU NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

La transition écologique, nous dit Gaël Giraud, c'est « le processus par lequel nos sociétés pourraient évoluer d'une organisation économique centrée essentiellement sur la consommation d'énergies fossiles et dont l'un des sous-produits est une émission massive de gaz à effet de serre, vers une économie de moins en moins énergivore et polluante ».

L'apologie de la décroissance ne peut constituer une perspective sérieuse en cela qu'elle fait l'impasse sur l'immense tragédie sociale que représenterait la mise au chômage de millions de travailleurs. Pour autant, notre modèle de croissance, même camouflé derrière la novlangue hermétique du « développement durable », n'a pas les moyens d'opérer ce changement. Il est sans doute temps de faire le deuil du mythe du retour des Trente Glorieuses et de la recherche de la croissance.

Un « aggiornamento » de notre programme économique est attendu. Il passe notamment par la revalorisation de pans entiers de notre économie, encore déconsidérés par les tenants d'une politique économique centrée sur la recherche maximale du haut rendement, d'une productivité toujours plus forte et d'une conception « compétitiviste » de l'économie. Soutenir financièrement et fiscalement les entreprises et les secteurs capitalistiques les plus compétitifs pourra certes aider à redresser notre balance commerciale mais ne suffira pas à créer massivement les millions d'emplois dont notre société a besoin.

La transition écologique est une chance, non seulement pour le maintien de l'écosystème, mais également pour sortir par le haut de la crise économique et sociale. Les investissements qu'elle induit et la régulation qu'elle promet sont autant d'outils dont nos gouvernants doivent se saisir dès maintenant. En cela, elle s'oppose en tout point aux politiques d'austérité et de « réformes structurelles » (sous-entendu libérales) en échec aujourd'hui. Rappelons que c'est cette orientation qui a conduit au chômage de masse (+ de 20% en Grèce, au Portugal et en Espagne) et à la déflation avec un risque non négligeable de reproduire en Europe la « décennie perdue » japonaise.

Nous croyons à un modèle qui ferait de la sobriété énergétique une source de richesses et d'emplois. Retrouvons notre souveraineté énergétique en réduisant notre dépendance aux énergies fossiles, en construisant un modèle énergétique plus décentralisé, en rappelant que nous ne pouvons dépendre d'une seule source d'énergie, mais bien d'un ensemble pariant sur le gaz, le biogaz, la chaleur et l'électricité renouvelable.

1 million d'emplois « verts » existent déjà en France dans la protection de l'environnement, la maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables, le recyclage ou encore les transports. Il s'agit, dès maintenant, d'adapter notre modèle, d'accompagner ces changements qui s'amorcent dans la structure de l'emploi, dans les secteurs, les métiers. Cela impliquera

également que l'on adapte les formations. La loi sur la transition énergétique défendue par Ségolène Royal a ouvert un chemin qu'il faut désormais suivre et amplifier.

La transition écologique est un levier pour repenser la place du travail dans notre société. Penser à nouveau la diminution du temps de travail, comme politique de l'emploi, constitue une première étape pour renouer avec le plein emploi, apporter une réponse à la souffrance au travail et participe d'une émancipation individuelle et collective, à laquelle nous devons redonner vie. La construction d'une économie en phase avec les impératifs sociaux et écologiques du 21^e siècle, consisterait aussi pour certains secteurs, à réduire la course à la productivité afin d'améliorer les conditions de travail et la qualité des produits (ce devrait être le cas en agriculture). Il s'agirait de produire mieux. L'économie circulaire qui prend en compte l'ensemble de la chaîne de production, les coûts réels induits et le recyclage nécessaire est une réponse qui peut en grande partie nous permettre de repenser à la fois la production, ses modalités et l'appareil productif lui-même. La transition écologique est l'occasion d'une réponse sociale et culturelle nouvelle au modèle libéral en crise.

Pour atteindre l'horizon de la transition écologique, il est impératif de repenser notre modèle économique autour de plusieurs chantiers prioritaires :

- déployer une nouvelle politique industrielle, grâce à l'intervention publique, permettant de lancer de grands programmes ciblés sur des domaines prioritaires : la transition énergétique, la santé, le numérique ; les technologies.
- réhabiliter la dépense publique, au-delà même de l'investissement productif, car l'égalité est un puissant levier de développement, via les politiques d'éducation et de formation professionnelle mais aussi le soutien au modèle de protection sociale et d'efficacité des services publics
- le plein emploi doit redevenir la priorité de la politique économique, non par des politiques de flexibilité et de régulation du droit du travail, mais s'appuyant sur de nouvelles opportunités, comme le redéploiement productif à l'intérieur des territoires ou le développement des emplois publics pour répondre aux nouveaux besoins sociaux.
- la gouvernance des entreprises et la politique salariale doivent également être revisitées. À rebours du modèle de la "valeur actionnariale". L'entreprise doit évoluer vers un modèle d'institution collective dans laquelle les différentes parties prenantes sont en mesure de peser sur sa gestion. En parallèle, il faut tirer les leçons de l'impasse dans laquelle nous ont conduits les politiques de modération salariale, amplifiées par les effets du CICE et du pacte de responsabilité, alors que de nombreux salariés n'ont plus les moyens de satisfaire leurs besoins premiers. Ce sont les salaires qui soutiennent la consommation, c'est pourquoi il importe de mettre en place des mécanismes de revalorisation régulière des salaires et ainsi soutenir une politique en faveur d'emplois stables là où prévaut aujourd'hui la logique d'emplois précaires.
- une réforme en faveur d'une fiscalité solidaire et écologique doit être poursuivie jusqu'à son terme. De ce point de vue, il est impératif de rendre plus progressive la fiscalité des entreprises et des ménages, en même temps qu'un effort résolu doit être porté pour démanteler les mécanismes d'optimisation fiscale. En parallèle, la transition énergétique et écologique doit s'appuyer sur une fiscalité



pleinement incitative taxant les externalités négatives et incitant aux économies d'énergies.

- Le redressement économique de la France passera aussi par le soutien à une plus grande « biodiversité » des formes économiques ; gage d'une plus grande robustesse de notre économie nationale.

Cette diversité des types d'entreprise s'exprime certes par des multinationales capables de rayonner à l'échelle mondiale mais aussi grâce aux entreprises publiques, aux PME, artisans et commerçants individuels et au travers des entreprises de l'économie sociale et solidaire et l'entrepreneuriat social (ESS).

Ces entreprises, sont celles qui sont définies par la loi pour l'économie sociale et solidaire. Elles n'ont pas pour but de générer toujours plus de profit mais avant tout de fournir des biens et services utiles à leurs usagers, adhérents, membres ou clients. Parce qu'elles remplissent une mission particulière d'utilité sociale ou parce qu'elles sont des sociétés de personnes et non de capitaux, ces associations, coopératives, mutuelles, fondations, entrepreneurs sociaux offrent non seulement une réponse à de nombreux besoins sociaux et économiques mais fournissent également à nos concitoyens de nombreux emplois y compris sur des territoires malheureusement délaissés par les autres formes d'entreprises.

Ces entreprises plus patientes que les autres qui ont fait leurs preuves en matière de création d'emplois au cours des dernières décennies, ont besoin pour se développer d'un cadre juridique et fiscal plus bienveillant. La loi ESS marque une étape majeure par les nombreux « outils » qu'elle offre mais il nous faudra aller plus loin pour développer encore plus cette économie de l'utilité et de l'innovation sociale.

La régulation financière ne doit pas plus rester une promesse de papier. Les actifs financiers doivent être employés au soutien de l'économie réelle. L'ampleur des enjeux de l'économie de transition que nous connaissons aujourd'hui commande de promouvoir le financement à long terme porté ou régulé par les institutions publiques. Elle commande encore de décourager la spéculation par une réforme des banques et du système financier.

C / REDONNER DU SENS AU « VIVRE ENSEMBLE »

L'émancipation, l'épanouissement de l'individu ne sont pas traditionnellement pris en compte dans la pratique politique, mais laissés au domaine privé. Si la Gauche veut construire un nouveau modèle, elle ne doit pas avoir peur de proposer sa vision d'une société nouvelle et épanouie : une société de la convivialité, de l'attention aux autres, composée d'individus émancipés disposant du temps et des ressources nécessaires pour réaliser leur conception d'une « vie bien remplie ».

Parmi les obstacles au bien-vivre, on ne peut oublier la crise morale et la défiance envers la parole politique. La crise morale est aujourd'hui peut-être la plus grave, car sa résolution conditionne toutes les autres. Rien ne peut se faire sans la confiance dans les institutions et les responsables publics. C'est le préalable à une démocratie durable. Celle-ci a besoin d'un socle, d'un fonds éthique durable pour éviter que les hommes et les femmes politiques ne sombrent dans la démesure. C'est pourquoi il est essentiel que la démocratie fixe des règles strictes qui limitent la tentation de la corruption soit financière, soit par le pouvoir.

La réorientation de la politique gouvernementale et le respect des engagements pris devant les citoyens est dans ce sens, un préalable pour redonner du crédit à la parole politique et de l'espoir aux citoyens désabusés.

D / DES MILLIONS D'INITIATIVES CONSTRUISENT AU QUOTIDIEN LES CONTOURS D'UN NOUVEAU MODÈLE

Bâtir ce nouveau modèle ne viendra pas d'en haut, de la simple volonté et du travail des politiques et des « experts indépendants des peuples ». Il sera co-construit à partir des expériences concrètes aujourd'hui mises en œuvre au sein de la société civile. Nous devons être attentifs à l'apparition un peu partout, de nouvelles pratiques collaboratives qui s'expriment autour de l'idée de partage : logiciels libres, covoiturage, troc, partage d'outils. Elles représentent des formes de consommation et de production alternatives moins consommatrices en carbone, luttant contre l'exploitation des hommes et de la nature, de nouveaux usages du numérique.

Ces myriades d'initiatives issues de la société civile sont en train d'inventer de nouveaux rapports sociaux et politiques préfigurant une possible société de partage et de coopération. Elles doivent être accompagnées, non sans mise en garde contre un dévoiement libertarien, qui, affranchi de l'autorité étatique, accroîtrait la mise en concurrence des individus.

C'est l'émergence du concept de « communs ». En mettant l'accent sur l'usage et les usagers plutôt que sur la propriété, ce concept propose une alternative nouvelle entre la propriété privée et la propriété étatique qui bouleverse nos schémas traditionnels. En cela, nous renouons avec les Socialistes utopistes du XIXe, qui n'ont jamais fait l'erreur de réduire l'intervention politique à l'intervention du seul Etat.

L'implication citoyenne est cruciale dans l'élaboration des choix au cœur de la transition énergétique. La question de la crise de la démocratie et du fonctionnement hyper-présidentialisé de nos institutions doit donc être posée, si nous souhaitons que le futur modèle de développement soit de nature à redonner du sens à la vie en collectivité.

De la même manière, l'Europe doit devenir un véritable espace démocratique et politique capable de jouer le rôle de locomotive dans l'accélération de la transition énergétique et écologique à l'échelle mondiale. La seule logique de l'intérêt économique ne lui permettra pas de dépasser les contradictions qui existent entre ses membres. Seule une vision mondiale de son rôle et en particulier une conscience commune face aux défis majeurs qui sont ceux de l'humanité, peut lui permettre sa construction politique. L'enjeu est de taille. La France, puissance invitante de La Conférence Paris Climat 2015 (COP 21), et lieu d'émergence de milliers d'initiatives citoyennes, devrait être l'acteur central de l'amorce cette orientation nouvelle que nous appelons de nos souhaits.



CONCLUSION

Un congrès du Parti socialiste n'est jamais dénué d'enjeux de pouvoir. Le congrès de Poitiers n'y échappe pas mais l'enjeu d'orientation est cette fois-ci plus fondamental.

La République vit désormais sous la menace d'une victoire de l'extrême droite. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à une forme d'accoutumance à la présence d'un Front national puissant dans le paysage politique français. Le piège de la normalisation et de la banalisation du Front national se referme sur la République car ce sont ses idées les plus intolérantes qui ont progressé dans l'opinion française. Rien n'est moins banal, rien n'est moins inoffensif que l'extrême droite au pouvoir. Face à ce péril, les appels à l'unité prospèrent. A juste titre.

Mais il faut avoir l'ambition de l'unité de la gauche. C'est au parti le plus fort, le parti socialiste d'en être à l'initiative. Nous devons avoir le sens de la responsabilité et même la discipline qui consiste à ne pas céder aux provocations de ceux qui à gauche nous prêtent d'être un astre mort. Il n'y aura pas de salut de la gauche qui passe par l'anéantissement préalable de sa principale composante, le parti socialiste. **Nous devons être à l'initiative du rassemblement.**

Mais cela suppose que le gouvernement joue le jeu et qu'il mette en débat des propositions qui rassemblent et pas le contraire, qui rassemblent les socialistes, qui rassemblent la gauche et les écologistes. Sans cette perspective nous savons qu'il sera difficile pour le candidat socialiste aux élections présidentielles de 2017 fut-il le président sortant lui-même, d'être présent au second tour. L'organisation de primaires de toute la gauche serait un événement politique majeur, de nature à constituer une force politique et sociale puissante à gauche capable de gagner les élections présidentielles et législatives en 2017. Notre congrès ne peut pas se contenter de noircir quelques centaines de feuillets de contributions et de motions et laisser le gouvernement agir à sa guise sans tenir compte ni de la réalité des échecs électoraux ni des conséquences que les socialistes en tirent. Quand cette liberté gouvernementale se double d'appels permanents à la discipline, le fossé se creuse naturellement entre les socialistes, entre les élus et les militants, entre le parti et les sympathisants, entre nous et nos électeurs. Personne ne veut encadrer l'action gouvernementale en lieu et place de ceux qui exercent quotidiennement les responsabilités. **Mais si demain le récit de l'épopée du socialisme que l'on entend dans nos congrès continue à raconter une toute autre histoire que l'action que l'on mène au gouvernement, cela précipitera notre échec.**

De toutes nos forces nous voulons la réussite du quinquennat de François Hollande. Pour cela il faut sans doute davantage écouter le peuple français et ceux qui nous ont fait confiance en 2012. En 2017 notre action sera jugée à notre volonté de préférer l'honneur aux honneurs. L'honneur de réhabiliter l'homme contre la finance, le progrès social contre la tyrannie des marchés et d'accepter les épreuves inévitables qu'induit ce choix, plutôt que les honneurs, les palmes décernées par les marchés et les médias à ceux qui ont le courage d'imposer « les sacrifices nécessaires » à leur peuple.

Au travail ! Ensemble.



PREMIERS SIGNATAIRES

Benoît HAMON, député des Yvelines
Henri EMMANUELLI, député des Landes
Aurélié FILIPPETTI, députée de la Moselle,

LES PARLEMENTAIRES

Pouria AMIRSHAHI, député des Français de l'étranger,
Guillaume BALAS, député au Parlement européen,
Philippe BAUMEL, député de Saône-et-Loire,
Gwenegon BUI, député du Finistère,
Henri CABANEL, sénateur de l'Hérault,
Fanélie CARREY-CONTE, députée de Paris,
Pascal CHERKI, député de Paris,
Nathalie CHABANNE, députée des Pyrénées-Atlantiques,
Jean-Pierre DUFAU, député des Landes,
Jérôme DURAIN, sénateur de Saône-et-Loire, 1er Fédéral
Linda GOURJADE, députée du Tarn,
Mathieu HANOTIN, député de Seine-Saint-Denis,
Régis JUANICO, député de la Loire, 1er Fédéral
Jo LABAZEE, sénateur des Pyrénées-atlantiques,
Christophe LEONARD, député des Ardennes,
Arnaud LEROY, député des Français de l'étranger,
Michel LESAGE, député des Côtes-d'Armor,
Michel POUZOL, député de l'Essonne,
Patrice PRAT, député du Gard,
Denys ROBILIARD, député de Loir-et-Cher,
Barbara ROMAGNAN, députée du Doubs,
Isabelle THOMAS, députée au Parlement européen,
Stéphane TRAVERT, député de la Manche,
Michel VERGNIER, député de la Creuse,

LES MEMBRES DES INSTANCES NATIONALES ET CADRES FÉDÉRAUX

01 Christophe BERARDI (CG) 02 Fawaz KARIMET (CG) 04 Joël AUBERT 05 René GARCIN 06 Paul CUTURELLO (CM-CN) 06 Anne-Julie CLARY (CR-CN) 06 Yann LIBRA-TI 06 Christine MIRAUCHAUX (CR) 06 David NAKKACHE 08 Florian LECOULTRE (Maire) 10 Olivier GIRARDIN (1er Fédéral-CR-Maire) 11 Philippe ANDRIEU (Maire) 11 Claude BOSOM 12 Monique BULTEL-HERMENT (CN-MA) 12 Pierre PANTANELLA (1er Fédéral-CR-Maire) 13 Annick BOET (CN) 13 Yannick OHANESSIAN 13 Marion PIGAMO (CN) 14 Marc LECERF (Maire-CN) 14 Christophe Le FOLL 15 Franck REY 16 Jonathan MUNOZ (1er Fédéral) 17 Clément CUNIN 18 Hugo LEFELLE 19 Clément VERNEDAL 21 Guy BAILLY 21 Françoise CARITEAU 21 Gérard CARITEAU 21 Didier DEFERT 21 Céline MAGLICA (CG) 21 Yves MARANGE 22 Jean-Jacques GOURHAN 23 Philippe BAYOL (1er Fédéral) 23 Eric CORREIA (Président d'agglo) 23 Michel MOINE (Maire) 24 Arnaud Le GUAY 24 Luc PERCHERON 24 Jean-Pierre ROUSSARIE (Maire) 25 Jean-Claude FO-RESTIER 28 Aziz BOUSLIMANI 28 Yoann SOREL 29 Laurent CAVALOC 29 Sylvain DU-BREUIL 30 Robert MICHENON 30 Azwaw DJEBARA 31 Fatiha ADJELOUT 31 Didier CUJIVES (CR-Maire) 31 Jean-Michel FABRE (CG) 31 François CARBONNEL (CN) 31 Alain GABRIELI (CG) 31 Marie-Agnès GANDRIEU 31 Béatrice MONNIER 31 Bertrand MONTHUBERT (CN) 31 John PALACIN (CM) 31 Michaël PARPILLAT 31 Nadia PELLE-FIGUE (CR-CN) 31 Hugo PETRACCHI 31 Andrée PROST 31 Julie TOSI 32 Michaël AU-RORA (1er Fédéral)



33 Jean-Jacques BENOIT 33 Naïma CHARAÏ (CR-CN) 33 Mathieu HAZOUARD (CR) 33 Amélie LANGLAIS (MA) 33 Nicolas TELLIER 34 Paul ALLIES (CN) 34 Michel CALVO 34 Michael DELAFOSSE (CN-CM) 34 Merry LABALLE 34 Lorenzo SALVADOR 35 Tristan LAHAIS (MA) 37 Jacky PARIS 38 Eric BATTIER 38 Soizic NAËL (CN) 39 Francine BENOIST 40 Renaud LAGRAVE (1er Fédéral-CR) 40 Stéphane DEL-PEYRAT (CR-Maire-CN) 41 Marc GRICOURT (Maire) 41 Pascal USSEGLIO (1er Fédéral) 41 Benjamin VETELE (CN-MA) 42 Pierrick COURBON (CM) 42 Marc DAMON 42 Mehdi DARDOURI 42 Isabelle DUMESTRE (CN) 42 Marc MONDON 42 Jean-Claude TISSOT (CR) 44 Laurianne DENIAUD (CN-MA) 44 Chloé LEBAIL (CR) 45 Fabrice BOUQUET 45 Christophe LAVIALLE (MA) 46 Bruno LUCAS 46 Amélie PEREZ-FERRER 48 Imène MI-RAOUI (CM) 49 Norma MEVEL-PLA (CG) 50 Basile RABOUILLE 51 Liêm HOANG-NGOC 51 Claude RONEZ 51 Alexandre TUNC (CG) 52 Eloïse VENANCIO 54 Bertrand MASSON (1er Fédéral) 54 Vincent MATHERON (CM) 56 Anne TROALEN (CR) 57 François FRIEDRICH 58 Sylvain MATHIEU (1er Fédéral) 59 Charlotte BRUN (CN-MA) 59 Alexis DE-BUISSON 59 Thierry MARCHAL-BECK Pascale PAVY (CR) 59 Grégoire ULTRE 60 Guil-laume CERVANTES 60 Sylvie HOUSSIN (CG-CN) 60 Jean-Marie MARIANI 62 Antoine DETOURNE (CN-CM) 62 Stéphane FILIPOVITCH 62 Thierry OCCRE 62 Benoit ROUS-SEL (CM) 63 Gérald COURTADON 64 Pierre CHERET (CR) 65 Sébastien SAINT-MARTIN 66 Alain BERNARD 67 Syamak AGHA-BABAEI (CN-CM) 67 Jean-Baptiste GERNET (CM) 67 Baptiste HEINTZ-MACIAS (CM) 67 Paul MEYER (MA) 68 Nadia EL-HAJJAJI 68 Thierry SOTHER (CM) 69 Laura GANDOLFI (CM) Jules JOASSARD (CN-CM) 69 Abdelkader SELMI (CM) 73 Quentin DELORME 74 Jean-Baptiste BAUD 74 Quen-tin MAYERAT (MA) 74 Nelly MORISOT (CN) 75 Maya AKKARI (CN) 75 Sandrine CHARNOZ (CN-CM) Philippe DARRIULAT (CN-CM) 75 Léa FILOCHE 75 Frédéric HOCQUARD (CN-CM) 75 Clément LAZARUS 75 Delphine MAYRARGUE (CN) 75 Carine PETIT (Mai-re) 75 Marie-Josée RAYMOND-ROSSI (CN-MA) 75 Bastien RECHER (CM) 75 Jérôme SADDIER 75 Pauline VERON (MA) 76 Juliette PERCHEPIED (CM) 77 Jérôme IMPEL-LIZZIERI (CR) 77 Didier PEYROT 78 Issam EL-BAKKALI 78 Sandrine GRANDGAMBE (1er Fédéral-CR) 78 Sébastien MOUNIER 78 Ali RABEH (CN-MA) 78 Rama SALL (CM) 79 Martine COURJAUD 80 Cyril BECUWE 80 Philippe CASIER (CN) 81 Marc GAUCHE 83 Jessica GERONDAL 83 Thomas ROLLER 84 Frédéric OLIVE 84 Simon RIOU 85 Pier-re JAUNET 89 Daniel LUBRANESKI 90 Arthur COURTY 91 Maryvonne BOQUET (Maire) Morgane CARADEC 91 Sylvain TANGUY (Maire) 92 Habiba BIGDAD (MA) 92 Yacine DJAZIRI 92 Vincent GUIBERT (CM) 92 Roberto ROMERO (CR-CN) 92 Chloé TRIVIDIC (CN) 93 Tania ASSOULINE (CR-CN) 93 Emir DENIZ 93 Michaël DUDRAGNE 93 Véroni-que Le BIHAN 94 Sophie TAILLE-POLIAN (CM) 95 Dominique GNASSOUNOU 95 Xavier MORIN FFE Boris FAURE (ex-1er Fédéral) FFE Joachim SON FORGET

POUR SIGNER LA CONTRIBUTION OV

[HTTP://EEPURL.COM/BDENH9](http://eepurl.com/bdenh9)

ATTENTION, LE MAIL DE CONFIRMATION ENVOYÉ POUR VALIDER VOTRE SIGNATURE PEUT PARFOIS SE RANGER DANS VOS INDÉSIRABLES OU SPAMS.

Site Internet

<https://contributionpsov.wordpress.com/>

Email

contribps.optimismedelavolonte@gmail.com

Page Facebook

<https://www.facebook.com/contribpsOV>

Profil Twitter

https://twitter.com/ContribPS_OV